

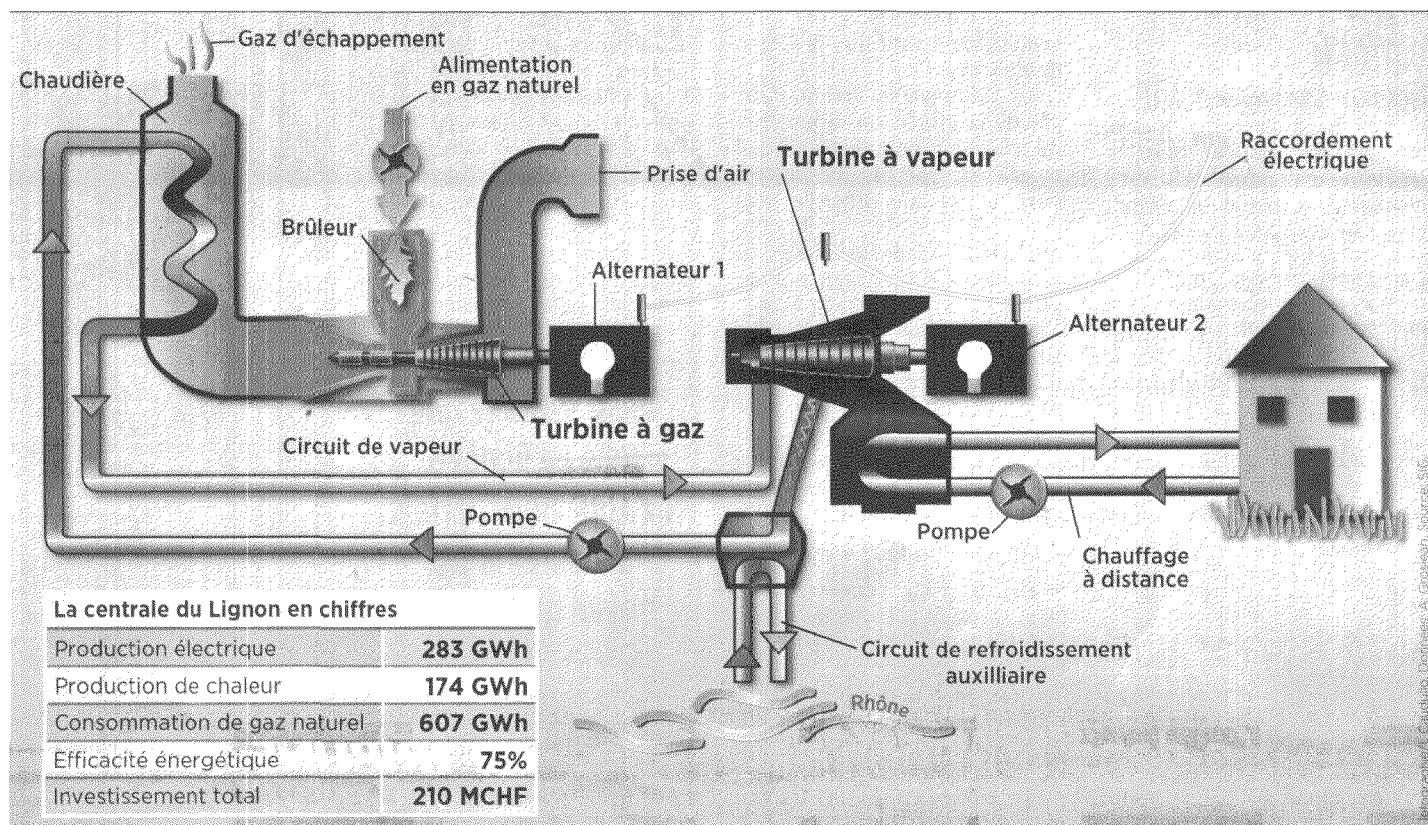
LE PROJET DE CENTRALE À GAZ QUI ENFLAMME GENÈVE

■ Les Services Industriels de Genève vont déposer à la rentrée une demande préalable d'autorisation de construire.

■ Les radicaux et les Verts s'opposent au projet. Ils préconisent de miser d'abord sur les énergies renouvelables.

■ Pour André Hurter, directeur des SIG, le canton a intérêt à accroître ses capacités de production d'électricité.

■ FONCTIONNEMENT D'UNE CENTRALE CHALEUR-FORCE



ANTOINE GROSJEAN

C'est la moins mauvaise des solutions, selon les Services Industriels de Genève (SIG). Afin de répondre au besoin croissant d'électricité, la régie veut construire une centrale à gaz. La demande préalable d'autorisation sera déposée en septembre, au moment où le lauréat du concours d'architecture sera connu. D'un coût de 210 millions de francs et d'une surface de 3500 m², la centrale

doit sortir de terre au Lignon, sur le site des SIG. Les travaux pourraient commencer l'année prochaine et la mise en service est prévue pour 2011. La durée d'exploitation sera de vingt ans.

Ce projet ne fait pas l'unanimité dans les milieux politiques (voir ci-dessous). Les Verts et les radicaux trouvent que le gaz a un défaut majeur: ses émissions de CO₂. Les radicaux sont déjà intervenus au Grand Conseil et vont

lancer une initiative populaire à Vernier dès la rentrée.

Compenser le CO₂

En ces temps de réchauffement climatique, comment justifier la construction d'une installation qui va rejeter du gaz carbonique alors que la Suisse peine déjà à atteindre les objectifs du Protocole de Kyoto? Paradoxalement, la centrale à gaz du Lignon améliorerait le bilan CO₂

de Genève. Car contrairement au projet de Chavalon, dans le Chablais valaisan, celui des SIG fournira non seulement du courant à 78 000 ménages (10% de la consommation du canton), mais aussi du chauffage à 20 000 foyers.

Cela permettra de mettre au rebut un certain nombre de chaudières à mazout qui émettent 25% de CO₂ de plus que le gaz et polluent davantage. Grâce

au couplage chaleur-force (*voir infographie*), lequel alimente le réseau de chauffage à distance, le rendement de la centrale est de 75% (contre 35% pour le nucléaire).

En outre, les SIG s'engagent à compenser la totalité des rejets de CO₂, dont au moins 70% en Suisse. Si nécessaire, des certificats d'émission de CO₂ seront achetés à l'étranger. «Sur les 120 000 tonnes de CO₂ qu'émettra la centrale, nous pouvons déjà en compenser 100 000, essentiellement avec des projets locaux, affirme Christian Brunier, directeur de la communication aux SIG. Nous devons conclure un contrat avec l'Office fédéral de l'environnement qui vérifiera la validité des mesures.» La centrale sera éteinte cinq mois par an, à la saison chaude, quand la

demande de chauffage à distance est moindre.

Côté pollution, le gaz est le combustible fossile le moins nocif puisqu'il n'émet quasi pas de métaux lourds. Et la cheminée de la centrale sera équipée d'un catalyseur afin de réduire les émissions d'oxyde d'azote. Quant au risque d'explosion, il est minime puisque le gaz ne sera pas stocké dans des cuves, mais acheminé par le gazoduc qui alimente le réseau de gaz naturel de Genève, comme c'est déjà le cas actuellement.

Une technologie répandue

Des projets similaires sont prévus à Cornaux (NE) et à Utzenstorf (BE), alors que le groupe Atel a déjà entamé la construction d'une centrale chaleur-force à gaz à Monthey (VS). Lausanne

exploite la sienne depuis plus de

«Nous avons besoin d'une énergie de transition en attendant d'atteindre la société à 2000 watts»

CHRISTIAN BRUNIER, SIG

dix ans en pleine ville. Et cette technologie est courante dans l'industrie.

Mais les détracteurs du projet jugent qu'il faut avant tout miser sur les énergies renouvelables et la chasse au gaspillage. Notamment dans le bâtiment puisque c'est là que le potentiel d'économies est le plus grand.

«Ce sont aussi nos priorités», assure Christian Brunier. «Mais toutes les projections de développement énergétique montrent que nous n'atteindrons pas la société à 2000 watts avant 2050. Il nous faut donc une énergie de transition.» D'après Gilles Garazi, ingénieur environnemental aux SIG, avec un taux de rénovation du bâti de seulement 0,6% par an, il faudra énormément de temps pour adapter tout le parc immobilier genevois.

Les SIG profitent du chantier du tram pour amener les conduites de chauffage à distance jusqu'à Meyrin. Preuve de leur confiance en la réalisation de leur projet. «Nous sommes sereins, confirme Christian Brunier. Quand nous irons expliquer le projet devant les commissions parlementaires, les gens le comprendront mieux et adhéreront.»

«Sans cette centrale, le prix de l'électricité augmenterait encore»

«Nous devons répondre à l'équation impossible de l'énergie», lance le directeur général des Services Industriels de Genève (SIG), André Hurter. «Les gens voudraient une énergie qui soit à la fois propre, bon marché et sûre au niveau de l'approvisionnement.»

Même si le prix du gaz est lui aussi en augmentation, cela reste pour beaucoup le moindre mal en attendant que les énergies renouvelables prennent le pas. L'alternative est limitée: le nucléaire est exclu par la Cons-

titution genevoise et le potentiel hydraulique du canton est quasi épuisé. Importer davantage d'électricité? C'est se rendre encore plus dépendant de l'étranger et des fluctuations d'un marché moins stable que celui du gaz. Mais certains craignent qu'avec le gaz, nous ne



André Hurter, directeur général des SIG. Il veut augmenter la proportion de courant produit localement.

(O. VOGELSANG/2008)

soyons à la merci de pays peu fiables, comme la Russie ou l'Iran. Selon André Hurter toutefois, «la Suisse ne dépend qu'à 20% du gaz russe. Tout le reste vient des Pays-Bas, de la mer du Nord et d'Algérie.»

«Notre mission, c'est d'assu-

rer l'approvisionnement en électricité, rappelle le directeur général des SIG. Le prix d'achat étant toujours plus élevé sur le marché, nous devons augmenter notre taux d'autoproduction.» Avec la centrale à gaz, 35 à 40% de l'électricité distribuée à Genève seraient produits localement, contre 25% actuellement. «Si nous ne pouvons pas construire cette centrale chaleur-force, nous devons acheter davantage de courant à l'étranger, ce qui fera probablement augmenter le prix de l'électricité.» (ang)

Un projet qui divise la classe politique

Le projet de centrale chaleur-force à gaz des Services Industriels de Genève (SIG) donne du fil à retordre à la classe politique. Seuls l'UDC et le Mouvement citoyens genevois (MCG) s'enflamment pour l'idée, au nom de l'autonomie énergétique du canton. Les autres partis y voient au mieux un mal nécessaire, à l'instar des socialistes et des démocrates-chrétiens, au pire une affreuse source de CO₂.

La majorité des formations prendra position d'ici à l'automne. Chez les détracteurs, Verts et radicaux estiment qu'il faut avant tout se concentrer sur les économies d'énergie et le renouvelable. Les Verts ont d'ailleurs présenté récemment toute une série de propositions



Robert Cramer.

Le conseiller d'Etat Vert a demandé à ses services d'étudier le projet en détail.

(P. FRAUTSCHI/2007)

dans ce sens. Mais ils ne sont pas si unanimes que cela. Quand le projet des SIG a été évoqué publiquement la première fois, en février 2007, le conseiller d'Etat écologiste Robert Cramer n'y était pas opposé. Maintenant, il se contente de dire que ses services vont l'examiner.

Dans le canton de Vaud, le syndic écolo de Lausanne, Daniel Brélaz, s'est prononcé pour le gaz comme énergie de transition. Comme quoi, tout n'est pas tout blanc ou tout noir chez les Verts.

Un double jeu des Partis radical et socialiste?

Le Parti radical genevois est le seul qui se soit concrètement lancé dans la bataille contre ce projet. Il a déposé au Grand Conseil une motion demandant au Conseil d'Etat de renoncer à la construction d'une centrale à

gaz ou avec toute autre énergie fossile. Et sa section de Vernier, regrettant que la population de la commune n'ait pas été consultée ni informée, va lancer une initiative municipale à la rentrée. Mais au niveau national, le Parti radical suisse prône le nucléaire comme énergie de transition. Ce qui fait dire à certains que l'opposition des radicaux genevois est une attitude électoraliste, à quelques mois de l'élection de la Constituante et à un an des élections cantonales.

«Soit c'est de la démagogie, soit c'est une façon de faire indirectement la promotion de l'énergie nucléaire en faisant peur aux gens à propos du gaz», soupçonne René Longet, président du Parti socialiste genevois. De son côté, le comité directeur du PS s'est prononcé pour la centrale du Lignon. Ce qui fait dire à certains - radicaux, cette fois-ci - que c'est du pur copinage, Christian Brunier, directeur de la communication des SIG, étant aussi député socialiste au Grand Conseil. (ang)

LE SITE DES SIG AU LIGNON

